

Jean-Pierre Poinsignon

# Pamphlet antiétatique

Du Libéralisme  
au Libertarisme ?

Jean-Pierre Poinsignon

Pamphlet antiétatique  
*Du Libéralisme au Libertarisme ?*

© Jean-Pierre Poinson, 2019

ISBN numérique : 979-10-262-2097-8

# Librinova”

Courriel : [contact@librinova.com](mailto:contact@librinova.com)

Internet : [www.librinova.com](http://www.librinova.com)

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Il y a trop de grands hommes dans le monde; il y a trop de législateurs, organisateurs, instituteurs de sociétés, conducteurs de peuples, pères des nations, etc. Trop de gens se placent au-dessus de l'Humanité pour la régenter, trop de gens font métier de s'occuper d'elle. »

Frédéric Bastiat, *La Loi* (1850).

## PROLOGUE

Ce livre d'humeur aurait pu s'appeler : « Manuel de survie en atmosphère collectiviste ». C'est un livre de libération d'une colère contre ces barreaux invisibles, qui vous enferment peu à peu dans un système gluant de protection, au prétexte de vous protéger de vous-même, des autres, de la Vie, en vous décervelant, sans que vous vous en aperceviez. Certains, soumis ou anesthésiés par le sirupeux confort, demandent encore de nouvelles barrières de sécurisation. L'État français administre un collectivisme socialiste, en imposant d'une manière insidieuse « son » Bonheur, par une organisation sociale à la fois monopolistique, coercitive et infantilisante, au nom de sa sacrée « Providence de l'État » .

Papa : État. Maman : Sécurité Sociale.

L'histoire de ce livre est un cheminement d'idées, qui conduit un médecin libéral du Libéralisme aux portes du Libertarisme. Au fil des années de lectures et de réflexions personnelles, ce petit ouvrage est devenu un écrit de survie, au fur et à mesure de la prise de conscience des coercitions « bienveillantes » .

À partir de mon expérience professionnelle, j'ai assisté à la lente dégradation de la qualité de la Médecine française et à l'éclosion de la défiance dans la relation médecin-malade. Le patient s'est transformé en passif consommateur de soins et de médicaments, illusionné par son « Droit à la Santé ». J'ai constaté, facilement et quotidiennement, l'irruption de la puissance étatique dans le domaine médical. Mais j'ai aussi découvert plus lentement, l'existence réelle des tentacules de l'État dans les nombreux domaines appartenant strictement à la propre Liberté de l'individu.

Cet ouvrage devient une bouffée d'oxygène pour celui et celle, qui prend conscience de la chape affectueuse de caramel écœurant , que lui coule dessus l'État tout-puissant, pour l'empêcher de penser par lui-même, au nom de l'« intérêt général » et l'empêcher d'agir, de peur, qu'il crée une initiative, non bénéfique à son propre intérêt monopolistique coercitif.

Les Français n'aiment pas le Libéralisme et le mot « libéral » est un gros mot dans l'hexagone franchouillard. Il est vrai que les « crypto marxistes » sont encore nombreux et influents, car la France n'a jamais « dé-soviétisé » la

République, lors de la chute de l'empire rouge en 1989. Il n'y pas eu l'équivalent du procès international de « Nuremberg » de 1945-1946 contre les nazis, envers les « indignitaires » communistes, contre les intellectuels rouges ayant, pendant des années putréfié l'Université française et que n'en fini pas de rancir, sans honte, un résidu moisi de « parti communiste français » ratissant les derniers « prolétaires », pas encore passés à l'extrême droite !

Actuellement la situation de ce pays va de mal en pis, au nom de l'égalitarisme auquel la classe politique française démagogique porte plus d'intérêt qu'à la Liberté. On fait la chasse « aux riches » avec un impôt sur la fortune ou sur leur patrimoine immobilier pour bien montrer qu'on ne les aime pas... (relents marxistes ou catholiques ? Ou un peu des deux ?) Fuyant « l'enfer fiscal français », les riches vont dans un « paradis » de leur choix, simple réaction de bon sens humain d'évitement de la douleur. Les jeunes français diplômés partent du pays, puisqu'ils observent, avec justesse, qu'ils ont trop peu de chance de réussite professionnelle chez eux, et qu'en cas de réussite, les fruits de celle-ci seront extorqués, par la machinerie étatique pour la faire fonctionner grassement et pour la redistribution égalitaire. Il est sûr que lorsque tous les riches seront partis, et que la richesse créée par la jeune génération sera loin de la France, les gens seront enfin tous égaux.... tous pauvres ! Tel est le dessein des « zélus du Peuple ».

Un détail supplémentaire pour les amoureux d'Histoire. En France, les citoyens juifs (communauté juive la plus nombreuse d'Europe) commencent à éprouver un malaise profond, que la République française dénie, au nom de sa « laïcité » bien malade. La communauté musulmane est devenue en importance numérique la deuxième religion après les chrétiens. De plus en plus de français de confession juive quittent leur pays. Les historiens objectifs (pas forcément ceux « bien en Cour ») savent bien que, lorsque « les riches », les jeunes diplômés, les juifs, partent de leur pays... c'est bien mauvais signe pour le pays en question !

L'Europe est l'unique chance de la France pour retrouver les valeurs d'une Nation basées sur la Liberté de l'individu, à condition que celui-ci puisse déployer ses initiatives novatrices, jouisse de son intelligence et de son entière liberté créatrice, pour son entier profit individuel d'abord, qui devient naturellement, sans spoliation collectiviste, le Bien commun, comme l'Histoire économique libérale nous le montre.

L'Europe est d'essence bien plus libérale, que la vieille et frileuse France des « 35 heures » et a beaucoup moins peur de la Mondialisation. Près de 500 millions d'Européens avec, enfin, une réelle organisation politique, pourront mieux se confronter, à n'importe quel partenaire économique incontournable : aujourd'hui nord-américain, chinois, indien, japonais, coréen, demain, africain, indonésien, etc..

À moins de je ne sais quel miracle économique ou tour de passe-passe financier, la grande Bretagne redemandera son entrée dans l'Europe, dans dix ou trente ans, car elle ne pourra pas déplacer son territoire vers son ancienne colonie nord-américaine et s'apercevra avec amertume que son « Commonwealth » a lui aussi, bien changé. D'ailleurs, la plus vieille et réelle Démocratie Monarchique du Monde ne demande pas encore de boucher le tunnel sous la Manche, mais réclame un pont ! L'Europe n'a pas eu les dirigeants politiques qu'elle mérite, comme cet ancien maoïste portugais, dont je ne veux même pas citer le nom : Manuel Ba., arriviste, qui a la fin de son mandat européen est allé, sans élégance, « pantoufler » chez l'un des grands banquiers mondiaux : Goldman Sachs, qui récupère ainsi son « carnet d'adresses utiles » ; La même banque, qui avait « corrigé » les « comptes » de la Grèce, pour qu'elle puisse rentrer dans l'Union Européenne avec les critères d'admissibilité requis, ainsi trafiqués.

L'avenir de la France passe bien évidemment par une Confédération Européenne avec un fonctionnement politique libéral régalien, une économie libérale, une citoyenneté et des mœurs basées sur la Liberté retrouvée et son corollaire immédiat l'entière Responsabilité de chacun.

Un Hélios ou un Phébus issu de la galaxie politicienne non partisane ( ? ! ) dirige maintenant (2017) le « Char de l'État » de la Ve République. Cet être « providentiel » ( ! ) semble vouloir revivifier la vieille France recroquevillée sur ses certitudes et au Peuple « enfant gâté », très facilement manipulable par des bateleurs habiles ou des baratineurs illuminés revanchards. Est-il la dernière chance de la France ? L'État va-t-il encore se renforcer dans son omnipotence ? Ou au contraire, retourner à ses prérogatives régaliennes libérales, pour simplement bien les assumer et laisser « respirer » ses citoyens républicains ? Peut-on réformer la France ? Peut-on « re-former » une Nation pour qu'il y fasse bon vivre ensemble ?

L'Avenir va nous le dire. Dans tous les cas...Vive l'Europe éprise de Liberté.

## La colère d'un médecin en France

**J'en ai assez** de voir s'abîmer les conditions d'exercice professionnel, que j'exerce depuis environ 30 ans, avec ce qui reste de « Médecine libérale » en France. L'État fait constamment décliner les règles traditionnelles de la Médecine libérale, avec la complicité vassalisée d'un Ordre des Médecins trop passif, bouffi d'orgueil de posséder une délégation de Justice d'exception. L'État français actuel, prend prétexte de la faillite programmée de son système assuranciel monopolistique d'État-providence : « la sécurité sociale » pour cisailer les piliers de la Médecine Libérale ; croyant, ce faisant, redresser son Titanic, dogmatiquement insubmersible !

**J'en ai assez** de voir mes malades, infantilisés et manipulés par l'assureur social au point de ne plus avoir la sensation de liberté et le libre choix de leur médecin, attendre des mois pour avoir une consultation spécialisée, être expédiés en sept minutes par leur médecin traitant, croire aux sornettes de « l'efficacité identique » des « médicaments génériques » véritables contrefaçons promue par des menteurs, être considérés comme des « consommateurs de soins ». Les gens du pouvoir leur inculquent « la bonne conduite » du malade pour essayer de sauver le monopole assuranciel étatique. Il est évident qu'en considérant les malades comme des consommateurs de soins, ils le deviennent peu à peu, avec des exigences disproportionnées, par rapport au mode de financement collectiviste de notre système de santé. Le malheureux sophisme fondateur de tout État étant celui-ci : « j'ai raison, puisque c'est moi qui commande ! ».

**J'en ai assez** de cet assureur-maladie, sans concurrence et sûr de lui, qui rembourse de moins en moins, malgré des prélèvements sociaux déjà très élevés, et qui rend responsables les médecins de trop prescrire et les malades de trop consommer de soins et ainsi de couler son entreprise mal gérée, car ingérable. Quel sera le politicien courageux et conscient de la réalité des chiffres de l'assurance-maladie, capable d'expliquer aux Français que la Société (c'est-à-dire « les autres ») ne va pas pouvoir prendre en charge, à la fois, les petites maladies de la vie de la même façon que les grands fléaux mortels et tous les soins de « fin de Vie », quelque soit l'âge de la mort ? Il va falloir choisir. Il va falloir faire prendre conscience aux citoyens français que le « Droit à la Santé » n'existe pas, et arrêter d'infantiliser ceux ci avec un « État-providence » devenu

menteur cynique par démagogie électorale. l'État n'est pas le papa et la sécurité sociale n'est pas la maman. Cet idéal sécuritaire est une illusion cruelle, qui ramollit la combativité face à l'adversité inhérente à la vie et inhibe la compréhension de chacun sur les injustices de la maladie. L'État-providence en élevant les citoyens dans du coton social, les conduit à une fragilisation d'enfant gâté immature, j'en vois pour indice l'augmentation régulière des suicides chaque année, dans un pays : La France, l'un des pays les plus riches du monde.

**J'en ai assez** de cet État qui essaye de me faire lire le « Code de Déontologie Médical » à sa façon, en l'ayant transposé en « Code de la Santé Publique » pour modifier mon Éthique traditionnelle bimillénaire, garante de mon indépendance professionnelle depuis Hippocrate. Cet État me menace de sanctions financières (bâton) ou tente d'acheter (carotte), par des méthodes douteuses, les « bonnes pratiques médicales gouvernementales ». Les dernières Conventions médicales, signées entre l'État démagogique et les apparatchiks syndicaux ont entériné l'idée, infamante pour le médecin libéral, d'une « Rémunération sur Objectifs de Santé Publique » (ROSP) véritable rétro commission ignorée des patients. Limités dans le montant de leurs honoraires depuis de nombreuses années, certains médecins français acceptent de perdre leur indépendance professionnelle, en acceptant de l'assureur étatique un « complément de revenu », basé sur la « bonne conduite thérapeutique » du point de vue de l'assureur, en ayant honte de le dire à leurs malades. Il y a une dizaine d'années, Le « Contrat d'Amélioration des Pratiques Individuelles : CAPI » avait déjà été un fiasco pour « acheter » des « économies de santé ». Le Conseil National de l'Ordre des Médecins, théoriquement garant de l'Éthique, s'était contenté d'un tout petit communiqué de presse, pour indiquer que « certaines dispositions de la Convention signée... étaient en légère discordance avec le Code de Déontologie »... qui stipule toujours que le médecin libéral doit être parfaitement indépendant, sur le plan financier, entre autres, d'un quelconque assureur (fusse l'assureur social Etatique) pour garder sa liberté de prescription, qui est l'un des quatre piliers de la Médecine libérale. L'étatisation médicale est en route, par le « tiers payant généralisé » .... Illusion démagogique, qui signe la mort de la Médecine Libérale et de sa qualité basée sur la Confiance. La Convention de 2016 continue d'être dans le droit fil collectiviste de l'état d'esprit de l'assureur : une aumône de deux euros aux médecins, aux honoraires les plus indigents d'Europe, a été « généreusement » octroyée. Des primes d'« intéressement » aux « économies » de santé, aux « bonnes pratiques

médicales » gouvernementales ont été allouées, après des pseudos négociations, cosignées par trois syndicats sur cinq : la Démocratie est en apparence sauve ... mais la Médecine libérale est « dans les choux » ! ...La jeune génération de médecins n'a plus envie de s'installer en médecine libérale, car les conditions d'exercice de la liberté sont de plus en plus contraintes. Ils n'ont plus envie de se battre et rêve d'un exercice médical « tranquille » aux horaires biens définis : médecins fonctionnaires, médecins scolaires, médecins du travail, médecins salariés, médecins « en groupe » ...

**J'en ai assez** de cet État qui veut organiser la Médecine, alors qu'il n'est pas médecin et un Bonheur qui n'est ni le mien, ni celui de mes malades. L'État rend la Médecine malade, les médecins dépressifs ou insatisfaits à exercer la belle profession qu'ils avaient choisie, les Français inquiets de voir se dégrader le système médical qui était classé premier du monde.... y a quelques années.

**Vivement que :** l'État n'administre plus la Santé des populations, comme celle d'un troupeau de moutons castrés, au prétexte qu'il détient le monopole de l'assurance maladie et s'en tienne enfin à ses seuls devoirs régaliens. (Devoirs, qu'il n'assume mêmes pas !)

**Vivement que :** la Médecine soit nettoyée du lobbying « politico-agro-industriel-pharmaceutique-financier ». Cela suffit ! Vive la Liberté !

### **Le grand public constate :**

Notre système de santé craque de toutes parts. Les hôpitaux saturent. L'assurance maladie est en faillite. Les médicaments sont massivement déremboursés. Médecins, pharmaciens et personnels soignants sont au bord de la révolte, quand ils ne se mettent pas en grève de soins. Du jamais vu !

Le gouvernement multiplie les mesures autoritaires. Il s'obstine dans sa vision étriquée d'une Médecine de masse (cf. les vaccinations systématiques obligatoires en 2018), symptomatique, chimique, industrielle, bon marché. Il veut tout réglementer, tout contrôler.

Les scandales se succèdent à une cadence accélérée : « essais scientifiques » de l'industrie pharmaceutique (*big pharma*) falsifiés et présentés pseudo scientifiquement par des statisticiens « aux ordres », médicaments dangereux mis sur le marché : la thalidomide en Belgique, le distilbène avec ses effets